La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

26 février 2021 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx Stib

Il y a 60 ans, des millions de grévistes faisaient trembler la Belgique

La grande grève de l'hiver 60-61 a été l'un des événements marquants de l'histoire du mouvement ouvrier en Belgique. Le gouvernement était alors dirigé par Eyskens du PSC (aujourd'hui le CdH). Il avait mis le feu aux poudres avec un plan d'austérité appelé « Loi Unique » qui prévoyait d'augmenter les taxes et les cotisations tout en remettant en cause les droits acquis en matière de pension et d'invalidité. Le PS et la FGTB, le syndicat majoritaire à l'époque, s'étaient prononcés contre mais hésitaient et ne faisaient pas mine d'organiser une quelconque riposte des travailleurs, alors que leurs affiliés et les travailleurs en général réclamaient des actions.

Le 14 décembre, 60.000 personnes manifestèrent à Liège. Le syndicat et André Renard, le dirigeant liégeois de la gauche syndicale qui avait été un partisan pendant la guerre, ne prévoyaient cependant pas de grève avant janvier.

Mais le 20 décembre, las d'attendre des mots d'ordre syndicaux, les travailleurs communaux décidèrent les premiers d'entrer en grève, suivis dès le lendemain par les cheminots et les enseignants. Dans le secteur privé, les ACEC de Charleroi et Cockerill-Liège ont arrêté le travail dès le premier jour, entrainant dans leur sillage toute l'industrie wallonne mais aussi les dockers d'Anvers et les ouvriers de Gand.

La FGTB dût bien reconnaître le mouvement mais elle refusa de lancer un mot d'ordre de grève générale nationale. Un peu partout, les travailleurs de toutes les entreprises se retrouvaient quotidiennement dans les maisons du peuple pour organiser la grève, former les piquets et assurer le ravitaillement. Tout était à l'arrêt et il fallait un laissez-passer du syndicat pour franchir les barrages !

De grandes manifestations eurent lieu, rassemblant des dizaines de milliers de travailleurs dans des villes comme Liège, Charleroi, La Louvière, Anvers, Gand et Bruxelles. Face à ce mouvement massif, l'État fit appel à la gendarmerie et à l'armée, avec chevaux, sabres et fusils. Quatre ouvriers furent tués par les gendarmes et il y eut de nombreux blessés, mais pas seulement du côté des travailleurs ! Cette répression ne fit que renforcer la colère ouvrière.

Finalement, la grève cessa le 20 janvier 1961. Elle ne s'était pas essoufflée faute de combativité ouvrière, bien au contraire, mais en l'absence de perspectives venant de leurs dirigeants, les travailleurs sont restés désemparés. Beaucoup n'attendaient du syndicat, et de Renard en particulier, qu'un signal pour marcher sur Bruxelles, unis entre travailleurs de toutes les régions et de tous les métiers pour faire tomber le gouvernement Eyskens. Mais les dirigeants syndicaux ne le voulaient manifestement pas.

Au contraire, dès qu'elle le sentit possible, la direction de la FGTB fit reprendre le travail. Dans certains endroits, comme à Liège, les bureaucrates syndicaux firent voter plusieurs fois les travailleurs jusqu'à ce que le vote soit en faveur de la reprise. Finalement, c'est la tête haute, avec le drapeau rouge et en chantant l'Internationale, que les travailleurs sont retournés au travail.

Bien que la majorité des travailleurs flamands soient affiliés à la CSC et que ce syndicat se soit ouvertement opposé à la grève, bien que l'Église catholique ait pesé de tout son poids contre le mouvement, la grève était générale en Flandre également. Cela n'a pas empêché Renard de mettre en avant le fédéralisme au lieu de continuer la grève contre la Loi Unique, sous prétexte que les Flamands auraient été moins grévistes que les Wallons. Il y avait pourtant de nombreux grévistes à Gand et à Anvers, ainsi que d'importantes manifestations. Il aurait été tout à fait possible de renforcer les liens qui se faisaient entre les grévistes du Nord et du Sud. Mais, cela aurait été trop dangereux pour la bourgeoisie et ni la FGTB ni Renard n'en voulaient.

Les nationalistes flamands d'aujourd'hui ont eu il y a 60 ans des prédécesseurs socialistes qui prétendaient œuvrer à la défense de la classe ouvrière. Qu'ils se disent de droite ou de gauche, le nationalisme est un poison pour les travailleurs.

Le monde du travail a prouvé maintes fois que ce n'étaient ni la combativité ni le courage qui lui faisaient défaut. En revanche, il nous manque un parti ouvrier avec des idées révolutionnaires, un parti communiste avec un programme politique capable afin que plus jamais les travailleurs ne laissent leur sort entre les mains de ceux qui, au bout du compte, les livrent pieds et poings liés à leurs adversaires.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref… En bref… En bref… En bref… En bref…

Encore des agressions !

Il y a encore eu deux agressions les 14 et 15 février sur les lignes 53 et 55. Nous n'avons toujours aucune vue d'ensemble sur les agressions que nous subissons quotidiennement : l'information est éparpillée par dépôt. Il faut qu'elles soient dénombrées au niveau de toute la Stib et que des mesures énergiques soient prises pour les éviter ! Le bilan devrait être fait chaque mois. Avoir un instrument de mesure, c'est la première étape pour trouver une solution. Pour régler le problème, il faudra engager du personnel d'accompagnement sur les lignes.

Grand froid

La direction se donne bonne conscience avec les « opérations thermos » mais quand il fallait ouvrir des stations aux sans-abris par grand froid, elle a quand même attendu que la ministre le lui demande et a ouvert une station le mardi 9, soit plusieurs jours après les débuts de la vague de froid.

Frigobus

C'est bien beau que le chauffage soit automatique dans certains bus, encore faut-il qu'il chauffe suffisamment. Ça caille dans les nouveaux Iveco. La direction a dit qu'elle agirait mais on attend toujours. Que la température ambiante soit réglée automatiquement ne doit pas servir à la direction à faire des menues économies sur le confort des passagers.

Pas de nettoyage, pas de bus

Trois dépôts de bus des TEC et le métro de Charleroi ont été touchés par le virus de la grève : la direction a refusé de donner suite aux demandes répétées des chauffeurs pour que l'hygiène du matériel roulant soit assurée, ce qui est tout de même une revendication bien normale et légitime en ces temps de pandémie. Selon le corps médical, la grève est un remède très efficace contre la surdité patronale !

Licenciements à bon marché

Chez Engie Fabricom, à Ans, la direction multiplie les licenciements qu'elle annonce par petits paquets, afin de ne pas payer les indemnités de restructuration et de ne pas provoquer la colère. Dernièrement, ce sont six travailleurs qu'elle a mis à la porte après s'être permise de les qualifier avec mépris de « pommes pourries ». En fait, la direction fait tranquillement sa petite sélection et se débarrasse de ceux qui la gênent. Jusqu'à ce qu'elle tombe sur un pépin ! Les derniers licenciements ont été ceux de trop et, fatigués qu'on se moque d'eux, les travailleurs ont décidé de débrayer.

Lenteur mortelle

Après s'être illustrée dans la gestion calamiteuse des masques, c'est au tour de la campagne de vaccination de démontrer l'incapacité gouvernementale. En administrant en moyenne 18 600 doses de vaccin par semaine, il faudrait au moins deux ans et demi pour vacciner 75% de la population belge ! En attendant, les jours passent et amènent leur lot quotidien de nouveaux malades et de décès.

Le mépris de classe, un virus à éradiquer

Pour une fois, le gouvernement a fait preuve de transparence en invitant les experts chargés de la lutte contre le coronavirus à présenter les modèles sur lesquels ils se basent pour anticiper l'évolution épidémiologique. Il n'en fallait pas plus pour que la coqueluche des plateaux TV, Yves Coppieters, critique l'initiative en la considérant comme trop complexe et trop anxiogène pour le grand public. Comme si la population était trop bête pour comprendre des graphiques ou pour remarquer la manœuvre politicienne derrière cette communication. Monsieur le professeur ferait bien de sortir de temps en temps de l'université pour se vacciner de son mépris élitiste.

Justice à géométrie variable

Près d'Anvers, sept jeunes de 14 ans qui s'étaient rassemblés chez l'un d'eux ont été arrêtés par la police et placés en détention au poste toute la nuit avant d'être interrogés le lendemain pour avoir organisé une soi-disant... « lockdown party ». Quand ils s'entassent à plus de 25 dans des classes exiguës, en mauvais état et parfois encore amiantées pour suivre des cours ou manger à midi, personne ne parle de festival clandestin. Et surtout, la police n'a jamais arrêté ceux qui les obligent à se réunir dans de telles conditions !

Pendant le confinement, retrouvez le journal sur notre site.
Suivez-nous sur Facebook.

facebook.com/lalutte.belgique

www.lalutte.org

contact@lalutte.org

0498/44 64 72

Éditeur responsable : M. Schittecatte, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP

En bref… En bref… En bref… En bref… En bref…

Big Brother vous veut du bien

Le gouvernement prend prétexte de la campagne de vaccination pour essayer de mettre la main sur les bases de données de la sécurité sociale et des mutuelles, en contradiction avec le principe du secret médical. L'idée pourrait sembler légitime : croiser les données afin de convoquer automatiquement les personnes qui doivent être prioritairement vaccinées. Ce serait une bonne idée si c'étaient les travailleurs qui géraient la société mais nous n'avons aucun moyen de contrôler l'usage qui sera fait de nos données et aucune raison de faire confiance à un État inféodé au patronat pour ne pas en profiter pour ficher les travailleurs pour des motifs de contrôle et de répression. La Belgique n'est même pas en ordre par rapport au règlement européen sur la protection des données du fait que l'organisme censé, entre autres, mettre des limites à l'espionite gouvernementale est lui-même sous le contrôle du gouvernement. Big Brother est déjà là.

Nethys : les capitalistes rasent gratis !

Sept anciens dirigeants de la société Nethys sont inculpés pour détournement de fonds publics. En plus de s'octroyer 18 millions d'euros d'indemnités, le management s'apprêtait aussi à céder gracieusement les deux filiales les plus rentables de l'entreprise publique à une société privée. La presse bourgeoise se contente de présenter l'affaire comme un simple dysfonctionnement, ou tout au plus comme de la mauvaise gouvernance. Elle est pourtant révélatrice du parasitisme généralisé des politiciens, toujours de mèches avec les capitalistes dès qu'il s'agit de piller les services publics.

La saga des masques continue…

Depuis le début de la crise sanitaire, la politique du gouvernement à l'égard des masques est désastreuse. Il y a d'abord eu l'imprévoyance : les stocks de masques n'avaient pas été renouvelés et le gouvernement n'a rien préparé entre fin décembre et mi-mars. Au lieu de procéder à des réquisitions d'entreprises textiles pour la confection directe de masques en Belgique, il a alors négocié avec des importateurs hasardeux. Il y a eu l'affaire de l'arnaque par un fournisseur turc, les masques souillés par les déjections animales, les masques non conformes volés, etc.

Et aujourd'hui, on apprend que les masques distribués gratuitement depuis juin par l'Etat seraient toxiques et potentiellement cancérigène ! C'est le comble pour un objet censé nous protéger.

Comme pour l'affaire de l'inutile Remdezivir, le gouvernement préfère arroser d'argent public des charlatans plutôt qu'investir réellement dans la santé de la population !

Éditeur responsable : M. Schittecatte, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP